



Ces jeunes Libanais chrétiens ont trouvé refuge dans une église dans le village assiégé de Deir Al Qamar, dans le Chouf, en attendant qu'un cessez-le-feu leur permette de rentrer dans leurs foyers.

UN PAS DE PLUS DANS L'ENGAGEMENT US Washington élargit la marge de manoeuvre des marines au Liban

d'après AFP, Reuter, UPI, AP

■ Tandis que le président Amine Gemayel rejetait la responsabilité de la guerre sur « les étrangers », la Maison Blanche a fait, hier, un pas de plus vers l'engagement des Etats-Unis dans la guerre du Liban en annonçant que les marines à Beyrouth et les forces américaines au large du Liban sont autorisées à contre-attaquer au cas où les positions de la Force multinationale seraient « menacées ».

Ces instructions s'appliquent également « si l'armée libanaise se trouve dans une situation qui constituerait une menace » pour les 1200 marines actuellement déployés au sud de Beyrouth au sein de la Force multinationale, a précisé le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes. En cas de « menace visant la sécurité de la Force multinationale », le commandement des marines à Beyrouth est ainsi autorisé à faire appel à la puissance de feu existant à bord des navires américains déployés dans la région, ainsi qu'aux chasseurs-bombardiers se trouvant à bord de ces bâtiments.

La Maison Blanche a précisé que les nouvelles règles d'engagement des marines - pour assurer la défense des marines qui ont eu quatre morts au cours des

dernières semaines - s'appliquaient également si les contingents non-américains de la Force multinationale (Français, Italiens et Britanniques) étaient menacés. La décision finale pourra être prise sans en référer à Washington, vraisemblablement par le commandant du groupe naval amphibie que le président Reagan a dépêché récemment au large du Liban, avec 2000 marines à bord.

L'interprétation de ces règles, laissée aux autorités militaires locales, accroît largement la latitude accordée aux unités américaines pour assister l'armée libanaise dans ses efforts qui visent à rétablir le calme dans la région de Beyrouth. Le porte-parole de la Maison Blanche a laissé entendre que la décision d'accroître la marge de manoeuvre des unités militaires américaines au Liban visait notamment à dissuader la Syrie d'inciter les milices druzes et les forces palestiniennes à s'attaquer à l'armée libanaise, comme l'en accuse Washington.

En revanche, cet engagement marqué du président Reagan coïncide avec l'inquiétude de plusieurs membres du Congrès qui demandent au chef de la Maison Blanche de soumettre à l'approbation du Congrès le maintien des 1200 marines dans ce pays. Le sénateur républicain du Maryland, M. Charles Mathias, a de-

mandé au président d'invoquer la loi sur les pouvoirs de guerre qui donne au Congrès le pouvoir de décider si les troupes américaines doivent rester ou non au Liban.

Cette loi, votée en 1973, alors que les troupes américaines étaient engagées au Vietnam, donne le droit au Congrès, s'il est consulté, d'ordonner aux forces américaines de se retirer d'une position où ont lieu des hostilités ou en prévision d'une « implication imminente dans des hostilités ».

De plus, le sénateur Mathias, membre influent de la Commission des Affaires étrangères du Sénat, a également déposé un projet de loi permettant aux soldats américains de rester au Liban six mois supplémentaires, mais requérant l'approbation du Congrès s'ils devaient rester au Liban après cette échéance. Cité hier par le Washington Post, un responsable de la Maison Blanche qui a souhaité garder l'anonymat, a déclaré que mettre une telle limite à la mission « pourrait être mal interprété par les troupes américaines et leurs alliés, ainsi que par les Syriens ».

Entre temps, malgré des explosions d'obus et des tirs d'armes automatiques autour de Beyrouth, l'intensité des combats entre l'armée libanaise et les milices anti-gouvernementales a

nettement diminué. Damas, par l'entremise de son ministre d'Etat pour les Affaires étrangères, a fait état, hier, d'un accord signé dimanche dernier entre l'émissaire saoudien et le ministre syrien des Affaires étrangères, concernant un projet de cessez-le-feu qualifié de « constructif et de positif », mais qui a été rejeté par Beyrouth et le Front libanais.

A ce sujet, la Syrie a mis en garde Washington et Beyrouth contre une « solution militaire » au Liban, affirmant qu'une telle initiative comporterait des dangers « pouvant dépasser les frontières du Proche-Orient ». On sait que Damas soutient une coalition de miliciens musulmans et de gauche en lutte contre le gouvernement libanais et les Phalanges chrétiennes dans les montagnes à l'est de Beyrouth.

D'autre part, si l'on en croit des déclarations faites à la presse par des militaires libanais, des Palestiniens et des Syriens seraient impliqués dans les attaques contre Souk El Gharb, ce qui fait craindre à ceux qui soutiennent le gouvernement que les fedayine de l'OLP cherchent à revenir à Beyrouth. Ces déclarations appuieraient la thèse gouvernementale selon laquelle on assiste non à une guerre civile mais à une intervention largement inspirée de l'extérieur.

Polémique en Israël sur l'aide apportée aux Druzes et aux chrétiens libanais

■ TEL AVIV (AFP) — Une âpre polémique se développe en Israël sur l'aide que l'Etat hébreu a apportée, simultanément ou successivement, aux forces chrétiennes libanaises puis aux milices druzes qui s'affrontent actuellement dans les montagnes du Chouf.

Le différend oppose l'ancien ministre de la Défense, M. Ariel Sharon, partisan de l'aide aux forces chrétiennes, à M. Moshe Arens, actuel titulaire du portefeuille de la Défense, qui estime que le principal responsable de la situation actuelle du Liban est « celui qui a permis aux Forces libanaises d'entrer dans le Chouf, Ariel Sharon ».

Selon la radio nationale israélienne, M. Arens souhaite, en effet, depuis qu'il a pris ses fonctions en février 1983, « renforcer les rapports d'Israël avec la communauté druze et son dirigeant M. Walid Joumblatt, plutôt qu'avec les chrétiens libanais » a dont l'attitude a profondément déçu le gouvernement d'Israël.

Le rôle croissant de l'ambassadeur Ury Lubrany, coordinateur des activités israéliennes au Liban, dans l'établissement de contacts suivis avec les dirigeants druzes libanais, a été souligné à plusieurs reprises mais c'est la première fois que des sources proches du ministère de la Défense laissent entendre que M. Arens « a parié dès le début sur la victoire des Druzes, dont les motivations, selon lui, sont plus fortes que celles des Chrétiens et dont les performances au combat ont été supérieures ».

Selon ces sources, en effet, M. Arens considère que la politique de son prédécesseur consistant à compter uniquement sur les Forces libanaises était une erreur dans le contexte de la situation intérieure libanaise et qu'il serait trop hasardeux pour Israël « de mettre tous les oeufs dans le même panier ».

« Les responsables israéliens dans le Chouf, a ainsi indiqué le radio, avaient reçu pour instruction depuis plusieurs mois, d'établir des contacts suivis avec les notables druzes et de les assurer de la neutralité d'Israël dans leur conflit avec les Chrétiens ».

A l'occasion du redéploiement israélien le 4 septembre, M. Lu-

brany s'était félicité que grâce à ces efforts, le retrait des Israéliens se soit effectué sans qu'un seul coup de feu ait été tiré contre eux par les druzes ou les Chrétiens.

Depuis, selon la presse israélienne, les milieux gouvernementaux israéliens sont très inquiets du tour pris par les événements dans le Chouf mais s'en tiennent, comme l'a confirmé le cabinet dimanche dernier, à une politique de non-intervention stricte. A condition cependant, selon la presse, que les Palestiniens et les Syriens ne se mêlent pas aux combats du côté des Druzes.

Deux représentants de la communauté druze libanaise, arrivés hier matin à Yarka, localité druze israélienne proche de Haïfa, ont démenti avec véhémence à la radio israélienne que des forces palestiniennes ou syriennes participent aux combats à leurs côtés.

Les deux hommes, qui sont venus prendre contact avec la communauté druze israélienne, ont désiré garder l'anonymat.

« Nous serions heureux de recevoir des observateurs étrangers et israéliens sur le théâtre des combats pour qu'ils puissent constater de leurs propres yeux que les combattants druzes n'ont accepté l'aide d'aucun élément étranger », ont-ils dit.

Ils ont également vigoureusement démenti les informations sur des « massacres perpétrés contre les Chrétiens », affirmant que toutes les informations à ce sujet « émanaient des Phalangistes et faisaient partie de la guerre psychologique menée contre les Druzes ».

« Qu'on nous montre les cadavres de ces victimes », ont-ils demandé.

Les représentants druzes ont enfin déclaré qu'une « nouvelle page avait été ouverte dans les relations entre Druzes libanais et Israéliens, Israël ayant tenu parole et n'étant pas intervenu aux côtés des Chrétiens ».

Une personnalité chrétienne libanaise, rappelle-t-on, a donné, hier matin, une conférence de presse à Jérusalem, exposant des thèses totalement opposées, et demandant l'aide israélienne contre la menace d'un retour en force des Palestiniens à Beyrouth.

Walters, ambassadeur itinérant et du chef du service Afrique du Nord au département d'Etat, M. Peter Sebastian. Son premier voyage en Algérie entre dans le cadre d'une tournée au Maghreb et dans plusieurs pays d'Europe.

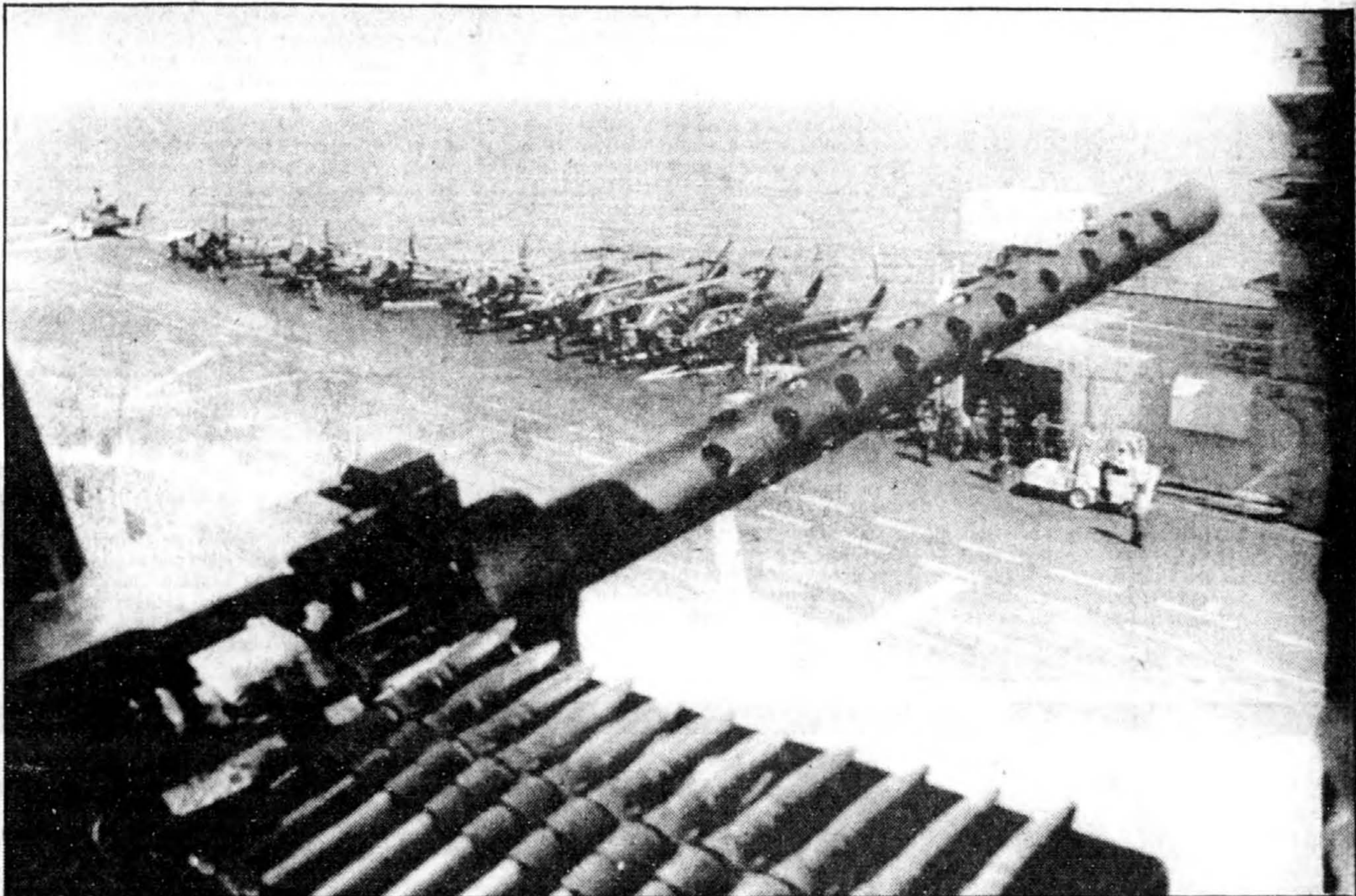
« Ma visite en Algérie, a dit M. Bush, a été décidée à l'instigation du président Reagan et témoigne de l'intérêt que portent les Etats-Unis au développement de meilleures relations possibles avec les Etats du Maghreb ».

Le vice-président américain s'est déclaré particulièrement « heureux d'être venu à un moment où d'intenses efforts sont déployés pour favoriser et stimuler la coopération et le développement dans la région », soulignant que de tels efforts « méritent tout notre respect et notre soutien ».

Visite de George Bush en Algérie

■ ALGER. (AFP) — M. George Bush, vice-président américain, est arrivé hier à Alger pour une visite officielle de deux jours au cours de laquelle il doit s'entretenir avec le président Chadli Bendjedid de la situation internationale et des problèmes bilatéraux.

M. Bush, qui a été accueilli à l'aéroport par le président de l'assemblée nationale algérienne, M. Rabah Bitat, est accompagné de son épouse, du général Vernon



Des chasseurs Harrier et des hélicoptères Cobra s'alignent sur le pont du porte-avions U.S.S. Eisenhower, stationné au large de la côte du Liban. Ces avions sont prêts à intervenir pour protéger les marines si nécessaire.

DÉPÊCHES

BEGIN: l'état de santé de M. Menahem Begin, le premier ministre démissionnaire israélien, semble s'être rapidement détérioré ces derniers temps, rapportait hier la presse israélienne. Officiellement, M. Begin a été atteint d'une grippe qui l'a beaucoup fatigué et obligé à garder la chambre. Mais selon le journal Haaretz, le premier ministre ne touche pratiquement à aucune nourriture depuis trois jours, n'a pas quitté son domicile depuis une semaine et ne voit personne sauf ses plus proches collaborateurs et les membres de sa famille.

ESPAGNE: sept policiers ont été blessés hier dans un attentat perpétré au lance-grenades contre une caserne de la police nationale à Saint-Sébastien, au Pays basque espagnol. Trois individus auraient lancé deux grenades qui ont atteint la porte principale de la caserne. Un engin de 25 kilos d'explosif, qui avait été adossé à l'un des murs de la caserne, avait été désamorcé par des artificiers de la police le 23 juin dernier. Le dernier attentat n'a pas été revendiqué.

RENCONTRE: le gouvernement américain n'a toujours pas décidé de maintenir ou d'annuler la rencontre que devaient en principe avoir, fin septembre à New York, le secrétaire d'Etat George Shultz et le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Andreï Gromyko, a indiqué hier le département d'Etat. Une décision sera prise en temps utile, a déclaré un porte-parole sans autre précision. Une annulation de cette réunion, qui s'est tenue chaque année à New York depuis plus de 20 ans, ne manquerait pas d'être interprétée comme un signe d'une sérieuse dégradation des rapports entre les deux superpuissances.

URSS: deux anciens membres du KGB ont été nommés sous-ministres de l'Intérieur dans le cadre des efforts du président Andropov pour combattre la corruption et donner au KGB plus de pouvoir dans la force de police nationale. Vassily Lezhopkov, ancien vice-président de la KGB, et Kirill Vostrikov, un autre ex-dirigeant de la police secrète, ont été nommés sous-ministres. Un troisième nouveau sous-ministre aurait été nommé: il s'agirait de Boris Zabolotnikov, ancien fonctionnaire du comité central.

CANADA: James Medas, un avocat de l'Ohio, a été nommé sous-secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires canadiennes, a annoncé hier le département d'Etat. Il a aussi annoncé que le bureau des affaires européennes, dont dépendra M. Medas, s'appellerait désormais « bureau des affaires européennes et canadiennes », afin de refléter « l'importance accrue » des relations américano-canadiennes. M. Medas était auparavant le conseiller spécial du président Reagan pour les affaires inter-gouvernementales.

MUGABE: le premier ministre du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, a rencontré hier le président Reagan avec qui il s'est entretenu pendant deux heures. L'entrevue a notamment porté sur la Namibie, illégalement administrée par l'Afrique du Sud. M. Mugabe a dit, selon des milieux autorisés américains, tenter de convaincre son homologue de la nécessité de pressions américaines sur Pretoria afin d'accroître l'indépendance de la Namibie. Le chef zimbabwéen a reconnu que les USA étaient le principal fournisseur d'aide économique à son pays. Au cours de la dernière année financière, ils ont accordé pour \$65 millions d'aide au gouvernement du Zimbabwe.

Chili: l'opposition réclame une enquête sur la répression

d'après AFP, Reuter, UPI

■ Préoccupé par la montée de la violence politique et le durcissement de l'opposition, le gouvernement du général-président Augusto Pinochet a adopté de nouvelles mesures de sécurité pour tenter de mettre fin aux troubles agitant le pays depuis quatre jours.

Alors qu'un calme relatif régnait, hier, à Santiago, le président chilien Augusto Pinochet a, au cours d'une rencontre avec des lycéens, conseillé à ceux-ci de se tenir à l'écart de la politique. En revanche, il a assuré que M. Sergio Jarpa, son nouveau ministre de l'Intérieur, poursuivrait les discussions avec les opposants politiques. Mais, tant dans son discours aux lycéens que dans des déclarations à des journalistes, le président a laissé apparaître son énervement.

Il est vrai que l'Alliance Démocratique, principal mouvement d'opposition chilien, en plus de « suspendre » le dialogue avec le ministre de l'Intérieur et de durcir sa position, a demandé l'ouverture d'une enquête sur les circonstances de la mort de 10 personnes. Selon divers témoignages concordants, certaines de ces victimes auraient été abattues par des civils circulant en voiture. Dans sa demande d'enquête présentée à la Cour d'Appel de Santiago, l'AD affirme: « Ces actes sont extrêmement graves et permettent de penser que nous sommes en présence de véritables escadrons de la mort ».

Le mouvement d'opposition demande la nomination d'un juge spécial chargé d'enquêter notamment sur la mort d'une femme et

de ses cinq enfants dans l'incendie de leur maison après avoir semble-t-il reçu des menaces de représailles pour leur participation aux journées de protestation. L'AD fait également état du cas d'une personne tuée dimanche parce qu'elle refusait d'aller assister aux cérémonies officielles marquant le dixième anniversaire du régime militaire.

Le président de l'Alliance Démocratique, M. Gabriel Valdes, a confirmé que l'AD ne tiendra pas de nouvelles consultations avec M. Jarpa avant l'établissement d'un calendrier pour un retour à la démocratie et l'ouverture d'une enquête sur les violations pendant la protestation anti-gouvernementale.

En ce qui concerne le calendrier, l'AD souligne que le régime militaire ne peut se maintenir jusqu'en 1989 comme le prévoit la Constitution en vigueur, et affirme que le gouvernement de transition devra rétablir la démocratie dans les 18 mois. En réponse, le ministre de l'Intérieur, M. Jarpa a affirmé que « ceux qui espèrent le renouveau du président se font des illusions ».

Dans leurs demandes, en effet, les dirigeants de l'opposition ont réclamé, à plusieurs reprises, publiquement, la démission du général Pinochet et la mise en place d'un gouvernement provisoire.

Par ailleurs, un homme a été tué par balles tandis qu'à Valdivia, une caserne de carabiniers a été attaquée par des habitants. Des manifestations se sont également tenues dans diverses villes de la province de Concepcion et à Valparaiso, des jeunes ont incendié un bureau d'aide sociale dépendant du gouvernement.

Liban: les Occidentaux risquent l'affrontement direct avec la Syrie

■ LONDRES (Reuter) — Le renouveau des hostilités au Liban fait craindre que les forces occidentales appelées dans ce pays pour y faire régner la paix, ne soient entraînées dans une confrontation directe avec la Syrie, appuyée par l'Union soviétique.

La guerre, essentiellement entre les chrétiens et les druzes, a redoublé depuis que l'armée israélienne a évacué ce mois-ci ses positions dans le Chouf, au sud et à l'est de Beyrouth, pour se redéployer au sud de l'Awali.

L'armée libanaise s'est trouvée impliquée dans la lutte contre les druzes, soutenus par la Syrie.

Parallèlement, des éléments de la force multinationale d'interposition ont été attaqués la semaine dernière et ont dû riposter contre les batteries de miliciens pro-syriens, ce qui a soulevé la perspective d'un engagement direct de cette force dans la bataille.

Jusqu'à présent, la Syrie et les pays de la force multinationale — Etats-Unis, France, Italie et Grande-Bretagne — ne sont pas intervenus dans le conflit libanais. Mais la question se pose aujourd'hui de savoir si les 5,300 hommes de la force multinationale pourront encore rester longtemps passifs.

Le journal britannique The Times, indépendant, estime que la force multinationale ne pourra pas se cantonner longtemps dans son rôle passif, et qu'elle doit être prête à s'opposer aux ingérences extérieures.

Si la force multinationale n'intervient pas, l'ingérence syrienne et palestinienne risque de faire pencher la balance contre le président Amine Gemayel et son gouvernement, ou Israël pourra se sentir obligé de revenir pour empêcher la Syrie et l'OLP d'exploiter son départ», souligne le Times.

Les gouvernements occidentaux et le président Gemayel placent leurs espoirs dans les efforts menés actuellement, avec la médiation de l'Arabie saoudite, pour mettre sur pied un cessez-le-feu et un dialogue de réconciliation.

Sollicitant l'aide du Conseil de sécurité des Nations unies, le Liban a déclaré à la fin de la semaine: «On ne peut laisser se prolonger la situation sans mettre en danger la paix et la sécurité internationales, et le sort même du Liban».

Les éléments de la force multinationale ont beaucoup aidé l'armée libanaise à résister aux attaques lancées en direction de ses positions de défense sur des hauteurs à l'extérieur de Beyrouth. Selon des sources militaires occidentales, les Etats-Unis ont déployé des «efforts extraordinaires» des dix derniers jours pour aider l'armée libanaise, surtout en l'approvisionnant en obus.

Des parlementaires aux Etats-Unis ont réclamé le retrait des marines américains du Liban. L'un d'eux a dit qu'ils étaient des cibles faciles dans une guerre non déclarée.

Selon les diplomates, les quatre pays occidentaux au Liban ne pensent pas que l'heure soit venue de quitter le pays. Mais ils ne sont pas non plus disposés à répondre aux demandes du gouvernement libanais d'accroître leurs effectifs, disent les responsables.

Le risque d'un engagement direct pour

rait néanmoins provoquer de nouvelles décisions. Si les marines américains ou les positions françaises, italiennes et britanniques, subissaient un assaut direct, ils pourraient être contraints d'utiliser leur aviation de combat contre les batteries hostiles, accroissant les dangers d'une escalade.

La France, dont le contingent de la force multinationale a subi jusqu'ici les pertes les plus lourdes, a averti qu'elle enverrait ses appareils de porte-avions Foch neutraliser les batteries d'artillerie tirant contre des positions françaises.

Les commentateurs français n'en considèrent pas moins qu'une telle éventualité signifierait fatalement que la France se range d'un côté plus que d'un autre dans la guerre civile du Liban.

Les diplomates occidentaux à Damas estiment qu'une situation de ce genre pourrait aussi déclencher une confrontation avec la Syrie, assortie du risque supplémentaire d'une mise en jeu de l'Union soviétique, qui se porterait au secours de la Syrie, son principal allié au Proche-Orient.

La radio de Damas a déclaré pendant le week-end que des menaces contre la Syrie «ouvriraient toutes grandes les portes à des possibilités qui ne seraient pas dans leur intérêt, ni dans celui de la paix et de la stabilité dans la région».

Les porte-parole américains ont déjà mis Damas plusieurs fois en garde contre toute intervention de sa part dans les combats au Liban. La Maison blanche a également déclaré lundi que c'est la Syrie qui avait probablement commandé les attaques druzes et palestiniennes du week-end dernier contre les positions militaires libanaises dans les environs de Beyrouth.

Selon les responsables américains, les Syriens, qui ont au Liban une force d'environ 40,000 hommes, agissent en fonction de leurs propres intérêts, plus que de ceux de Moscou. Ils n'interviennent pas d'intervention directe de l'Union soviétique dans le conflit.

Les porte-parole syriens et palestiniens démentent quant à eux les accusations du gouvernement libanais et des diplomates occidentaux selon lesquelles leurs hommes ont pris part aux récentes hostilités.

On déclare de source militaire occidentale que les Syriens ne souhaitent pas être mis directement en cause, mais qu'ils préfèrent se servir des groupes progressistes et musulmans qu'ils soutiennent en les approvisionnant en armes, afin de poursuivre leur objectif politique d'un contrôle maximum sur le Liban.

La Syrie a rejeté catégoriquement l'accord israélo-libanais du mois de mai sur le retrait des forces extérieures du Liban, qu'elle estime nuisible à sa propre sécurité. Elle a aussi accusé les Etats-Unis de préparer la partition du Liban et d'en faire un protectorat sous domination américaine et israélienne.

De son côté, Israël semble avoir renoncé à son objectif initial — de son invasion du Liban en juin 1982 — de chasser de ce pays les forces syriennes et palestiniennes et de conclure un traité de paix avec le gouvernement libanais. Un porte-parole militaire israélien a déclaré que l'intérêt essentiel d'Israël aujourd'hui était de défendre sa frontière nord.

Amérique centrale: Managua accuse Washington de favoriser la guerre

d'après AFP, Reuter, UPI, AP

■ A la suite des récentes attaques aériennes contre des objectifs civils et militaires du Nicaragua, le représentant nicaraguayen à l'ONU a accusé, devant le Conseil de Sécurité réuni pour entendre la plainte de son pays, l'administration américaine de «placer la guerre au cœur de sa politique en Amérique centrale».

Survenant au lendemain du veto soviétique contre la résolution déplorant profondément la destruction du Boeing sud-coréen, ce débat au cours duquel seul le vice-ministre nicaraguayen des Affaires étrangères, Victor Hugo Tinoco, a pris la parole, a été interprété dans certains milieux diplomatiques occidentaux comme une tentative de faire oublier l'affaire de l'appareil sud-coréen.

Le représentant nicaraguayen a exposé en détails les bombardements la semaine dernière contre l'aéroport de Managua et Port Corinthe, et montré au Conseil des photos des dommages causés, ainsi que des reproductions des papiers d'identité des pilotes ayant participé à ces actions. Le délégué américain Charles Lichenstein n'a pas réagi aux attaques nicaraguayennes, et le Conseil a ajourné ses travaux à une date ultérieure non précisée.

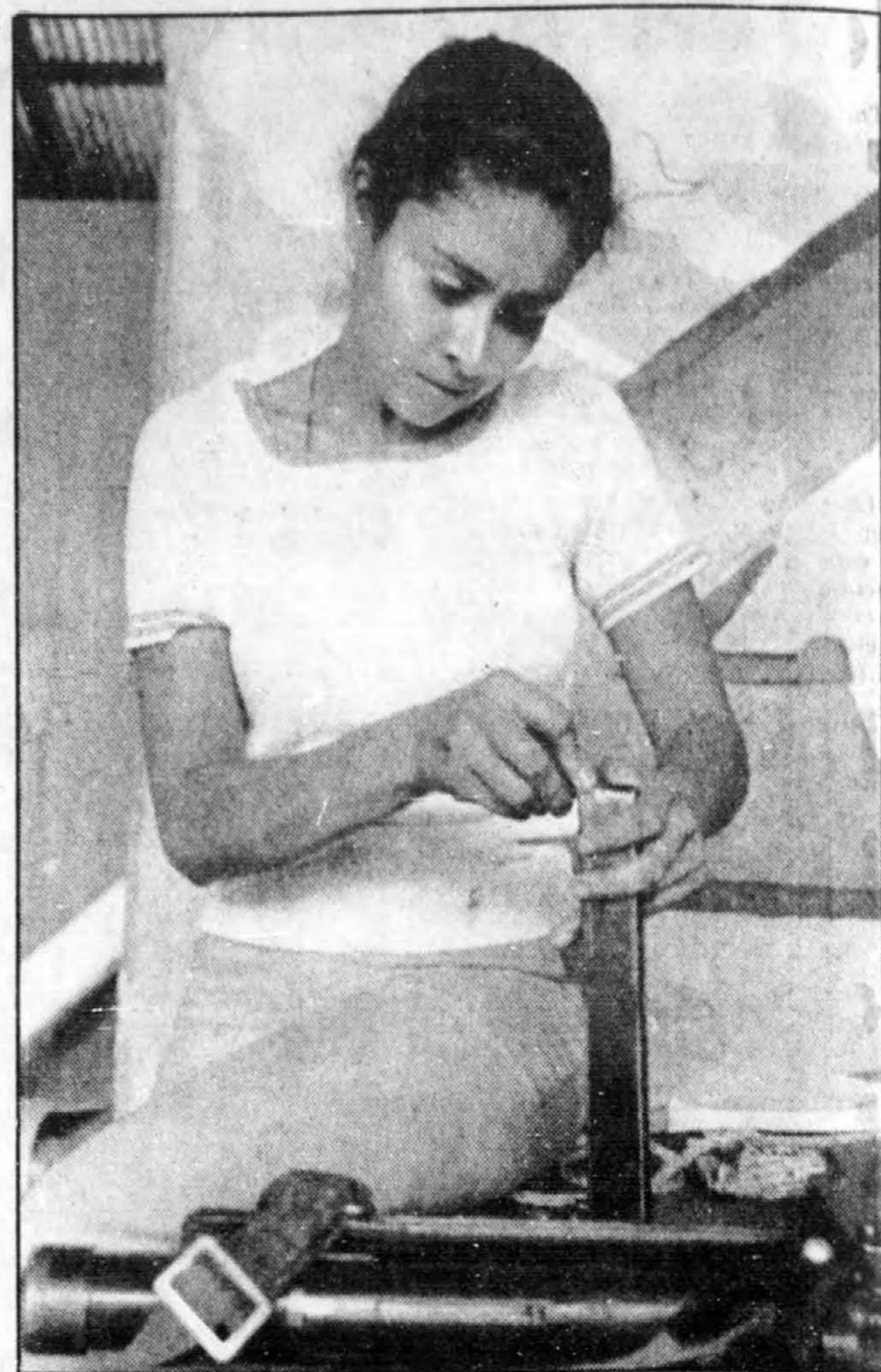
En revanche, le chef rebelle nicaraguayen Eden Pastora, le «commandant Zéro», a réaffirmé que ses forces effectueraient de nouveaux bombardements, notamment avec des avions, pour renverser le gouvernement sandiniste de Managua. Le commandant Pastora a déclaré que son Alliance Révolutionnaire Démocratique (ARDE), basée au Costa-Rica, a effectué des raids aériens sur le Nicaragua la semaine dernière.

Au cours d'un de ces raids, un T-28 a mitraillé des réservoirs de dissolvants toxiques dans le port de Corinthe, provoquant l'évacuation de 5000 personnes. On pense généralement que l'avion venait du Honduras où est basée une autre force rebelle, mais le commandant Pastora a déclaré que les appareils étaient ceux de l'ARDE.

Le Costa-Rica a démenti que l'avion ayant effectué le raid soit parti de son territoire. Le démenti a été publié à l'issue d'une réunion privée entre responsables du Nicaragua et du Costa-Rica pour examiner ces raids. Les Nicaraguayens ont déclaré que des documents appartenant à l'office de l'Aviation civile du Costa-Rica ont été découverts dans un des deux avions qui ont été abattus.

Entre temps au Salvador, le Conseil Révolutionnaire des Forces Populaires de Libération (FPL), principal mouvement de guérilla salvadorien, a élu deux nouveaux dirigeants et s'est engagé à renforcer sa lutte contre les forces gouvernementales, a annoncé, hier Radio Farabundo Martí. Ils remplacent ainsi Salvador Cayetano Carpio et son adjointe Melida Anaya Montes, morts en avril. Salvador Cayetano Carpio, une légende de son vivant, se serait suicidé après avoir acquis la conviction que certains de ses collaborateurs étaient responsables de l'assassinat de Melida Anaya Montes.

Radio Farabundo Martí a, par ailleurs, annoncé sans autre précision que neuf soldats gouvernementaux avaient trouvé la mort la nuit précédente dans de nouveaux affrontements et que de nombreux autres avaient été faits prisonniers par la guérilla.



Cette préposée à la réforme agraire au Nicaragua charge l'arme automatique qu'elle emporte quand elle va travailler au champ.

Pakistan: manifestations dans neuf villes du Sind

■ KARACHI (Reuter) — Au moins neuf villes dans la province pakistanaise du Sind ont été hier le théâtre de manifestations, au lendemain de la mort d'une vingtaine de personnes au cours d'affrontements avec l'armée dans la même région. Le chiffre officiel est de sept morts.

Selon des sources proches de l'opposition, tous les magasins étaient fermés à Dadou, juste au sud de Khaipur Nathan Chah, où les affrontements ont eu lieu. Cette dernière ville est encerclée par les forces paramilitaires et les lignes téléphoniques sont coupées, indiquait-on de source proche de l'opposition.

L'armée a ouvert le feu sur la foule demandant la libération d'un adolescent de seize ans arrêté pour avoir déployé le drapeau

du Parti populaire pakistanaise, interdit. Des habitants ont compté une vingtaine de cadavres après la fusillade. Il semble que plusieurs personnes soient mortes après qu'un câble électrique soit tombé sur eux, ont-ils ajouté.

Selon des sources proches de l'opposition, les affrontements d'hier ont fait au moins un mort et, à Hala, dans le centre de la province, la police aurait blessé sept personnes en tirant sur des milliers de manifestants qui, pendant quatre heures, ont bloqué une route.

Selon l'opposition, plus de 50 personnes ont été arrêtées à la suite des manifestations d'hier qui entrent dans le cadre de la campagne de désobéissance civile lancée il y a un mois contre la junte du général Mohammad Zia-Ul-Haq.

Rendez-vous vite

chez Trans-Canada... ce sont les 6 jours du bottillon-mode du lundi 12 au samedi 17 septembre.*

Le tout dernier-cri de la mode automne à des rabais de 10\$ à 14\$ sur nos prix courants.

24.99\$

L'élégance à petit prix!

Bottillon-mode de suède à collet réversible et talon plat 6/8.

Taupe (n° 32101) Noir (n° 32103)

34.99\$

La fureur de la saison!

Bottillon-mode de suède avec collet réversible

et courroie ajustable. Talon cubain 13/8.

Taupe (n° 32108) Gris (n° 32109)

Noir (n° 32110)

TRANS-CANADA
SAIT TOUJOURS CHAUSSER CHACUN



*ou jusqu'à épuisement des stocks.

Pologne: le régime n'arrive pas à surmonter la crise économique et risque le chaos social

d'après AFP

Hausse continue du coût de la vie, paupérisation accentuée d'un large secteur de la société: 21 mois après le coup du 13 décembre 1981, le régime du général Jaruzelski reste confronté à une crise économique qu'il ne parvient pas à surmonter et qui le laisse à la merci d'un éventuel mouvement de mécontentement social, dont l'opposition pourrait tirer profit.

Les dernières données publiées par l'agence PAP confirment que le coût de la vie ne cesse d'augmenter en Pologne. Pour les six premiers mois de 1983, la hausse a été de 30 p. cent, par rapport à la même période de 1982, année

noire entre toutes où le coût de la vie avait plus que doublé. Dans le même temps, l'érosion du pouvoir d'achat (entre moins 10 et moins 30 p. cent en 1982) se poursuit. Si la baisse, en moyenne nationale, n'a été que de 1 p. cent au 1er semestre 1983, l'agence officielle a reconnu que celle-ci avait été plus importante pour 50 p. cent de la population.

L'agence se borne à faire état d'un pouvoir d'achat diminué de 6 p. cent pour les ménages de retraités, parmi les plus défavorisés, sans autres précisions, notamment en ce qui concerne le milieu ouvrier. La situation est d'autant plus alarmante que se profilent à l'horizon immédiat de

nouvelles hausses de prix qui devraient affecter, dès le début de 1984, la plupart des produits de première nécessité.

Selon les résultats d'un sondage publié fin juin par le Conseil pour la famille, « six millions et demi de Polonais sont économiquement faibles et vivent avec un revenu mensuel par tête inférieur à 5,000 zlotys (53 dollars environ, le salaire moyen étant en Pologne estimé à 12,000 zlotys). Toujours selon le même sondage, effectué auprès de 56,000 ménages, plus de 25 millions de Polonais, soit l'énorme majorité de la population, disposent d'un revenu mensuel par tête qui se situe entre 5,000 et 10,000 zlotys seulement.

Cette extrême fragilité économique de la société, notent les observateurs, comporte de sérieux risques politiques et sociaux, qui sont d'ailleurs relevés du côté officiel. Dans sa dernière édition, l'hebdomadaire *Polityka* publie ainsi l'interview d'un ouvrier membre du comité central du Parti, M. Marian Kasprzycki, qui ne se montre guère optimiste sur l'avenir.

De l'avis de M. Kasprzycki, la hausse des prix envisagée au début 1984 est le « problème-clé ». « Tout le monde sait qu'il va y avoir des augmentations, mais les gens ignorent encore lesquelles », déclare-t-il, en ajoutant :

« si ces hausses dépassent 15 p. cent, je le dis carrément, ça va faire problème, car déjà maintenant il y a des gens qui n'ont même pas assez d'argent pour couvrir leurs tickets (de rationnement) ».

Une telle situation apparaît lourde d'incertitudes pour le pouvoir, soulignent les observateurs, compte tenu du fait que toutes les protestations ou révoltes ouvrières en Pologne depuis 25 ans, celle d'août 80 notamment, ont eu pour détonateur des revendications d'ordre économique. Il est de plus en plus clair, estiment-ils, qu'aucune « normalisation » socio-politique viable n'est envisageable sans une solution satisfaisante à la crise économique.

Par ailleurs, le ministre polonais de l'Agriculture, M. Stanislaw Zieba, a confirmé le pessimisme exprimé, il y a dix jours, par le primat Jozef Glemp, qui avait fait ouvertement fait état de profondes divergences idéologiques sur la conception et la gestion d'un fonds d'aide à l'Agriculture pour lequel l'épiscopat ambitionne de réunir 5 milliards de deutschemarks.

Le ministre a, en effet, insisté sur la nécessité qu'un tel fonds ne soit pas mis au seul service de l'agriculture privée, comme le prévoit l'épiscopat, mais serve également directement au secteur d'Etat (fermes et coopératives).

Débat sur la réforme de la CEE

STRASBOURG (Reuter) — Le parlement européen a entamé hier une discussion de deux jours sur un rapport proposant d'augmenter l'efficacité de la Communauté européenne par une réforme comportant notamment un transfert de certains pouvoirs nationaux à la CEE.

Les auteurs du rapport dont le coordinateur est le député communiste italien Altiero Spinelli espèrent que, même si certains gouvernements se montrent réticents, les électeurs exprimeront leur soutien à leurs propositions lors des élections parlementaires européennes de juin prochain.

M. Spinelli a déclaré que les citoyens des pays membres étaient de plus en plus déçus par une inefficacité communautaire dont sont responsables certains gouvernements qui bloquent les initiatives destinées à renforcer l'unité européenne et répandent des idées nationalistes au sein de la population.

Le rapport propose de soumettre aux différents parlements nationaux un projet de traité par lequel les pays membres s'engageraient à mettre en oeuvre des politiques communes nouvelles ou plus efficaces dans les domaines de la planification économique, du transport, de l'énergie, de l'environnement et de la réforme régionale et sociale.

Le rapport propose de financer cette nouvelle politique par un transfert de ressources parallèle à celui de pouvoirs. Actuellement, les revenus de la CEE sont limités à un pour cent de l'ensemble des taxes sur la valeur ajoutée (TVA) collectées dans la communauté.

Le parlement européen aurait davantage à dire en ce qui concerne les dépenses agricoles, principal poste budgétaire de la communauté.

Le rapport Spinelli propose en outre de reconnaître officiellement le conseil européen semestriel (sommets) et de lui permettre d'élaborer des politiques communautaires en matière de défense et de sécurité.

Il serait également habilité à décider de sanctions financières ou autres à l'encontre d'Etats membres qui refuseraient de se conformer aux règlements communautaires ou aux décisions de la Cour de justice européenne.

Afin d'éviter les impasses trop fréquentes, les décisions prises aux conseils des ministres ne devraient plus être adoptées à l'unanimité mais à la majorité.

Une période d'adaptation de dix ans serait prévue pendant laquelle tout pays membre pourrait demander l'ajournement d'un vote s'il donne par écrit les raisons pour lesquelles il estime que ce vote menace ses intérêts vitaux.

Afrique du Sud: l'arme de la consommation

JOHANNESBURG (Reuter) — Les 20 millions de Noirs sud-africains, privés du pouvoir politique par l'apartheid, découvrent avec ravissement « l'arme de la consommation » qui devrait leur permettre d'arracher à terme des concessions politiques à la minorité blanche.

Au dire des économistes, ces consommateurs en puissance sont en train d'acquiescer un poids économique de plus en plus important au fur et à mesure que leur nombre s'accroît et que leurs revenus s'élèvent.

La part des Noirs dans le « gâteau » des dépenses de consommation devrait passer de 50 pour cent aujourd'hui à environ deux tiers d'ici l'an 2000, selon les projections des courbes relatives à la démographie et aux revenus.

« Cette évolution aura des répercussions énormes sur le marché des biens de consommation, qui deviendra de plus en plus orienté vers une « cible noire », commente le président de la Chambre de commerce africaine, M. Sam Motsuanyane.

« Cela donnera un poids politique considérable à la population noire, qui sera ainsi en mesure de le marchandiser contre des concessions sur le partage du pouvoir », ajoute-t-il.

Certes, les Noirs d'Afrique du Sud — surtout ceux des cités-dortoirs comme Soweto — vivent dans leur grande majorité dans des conditions très difficiles, le chômage dépasse les 25 pour cent et les Africains des « foyers tribaux » créés en vertu de la politique d'apartheid ont été durement frappés cette année par la sécheresse.

Mais ces dernières années, on a assisté à l'émergence d'une petite bourgeoisie noire dans les agglomérations. Globalement, même les plus pauvres des Noirs (qui constituent plus de 70 pour cent de la population de l'Union) représentent une force économique non négligeable au niveau du pouvoir d'achat.

La publicité et les ventes de biens de consommation pour Noirs connaissent d'ores et déjà un « boom » sans précédent.

ENTREZ



On l'a!

BULBES D'AUTOMNE

Si vous voulez des fleurs au printemps il faut les planter maintenant.



On l'a!
13,95\$

15%

DE RABAIS
SUR TOUTES
LES VARIÉTÉS

ENGRAIS NUTRITE

PRÉHIVER + HERBICIDE



Ord.: 18,95\$ sac de 20 kg

On l'a!
13,95\$

CHOIX DE CHASSIS



en bois, recouvert de vinyle, ou d'aluminium
250 en magasin

On l'a!
50%

de rabais

STYROFOAM SM

BLEU 1" X 2' X 8'



Ord.: 6,19\$

On l'a!
5,39\$

ISOLANT FIBERGLAS



R12 15" X 48"
couvre 90 pi. car.
Ord.: 18,29\$

On l'a!
15,44\$

R 20 23" X 48"
couvre 76,7 pi. car.
Ord.: 25,99\$

On l'a!
22,44\$

SCCELLANT

INTÉRIEUR no 104509

- sèche transparent
- détachable
- tube de 300 ml



Ord.: 4,09\$

On l'a!
2,99\$

PORTE HÉRITAGE

en pin nouveau massif
Unik
Dimensions: 34" x 80"
36" x 80"
seulement 40 en magasin
Ord.: 139 \$

On l'a!
89\$

Portes intérieures et extérieures

en Lavan solide
(marchandise en magasin seulement)
Ord.: 79,95\$

On l'a!
49,88\$

AUCUNE COMMANDE TÉLÉPHONIQUE
DÉPOSITAIRE DES PEINTURES SICO - CIL - SIKKENS
SERVICE D'INSTALLATION DISPONIBLE

PEPINIERE

goineau-bousquet

164, boul. des Laurentides, Pont-Viau, Laval

1/2 MILLE AU NORD
DU PONT VIAU

NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE
LIMITER LES QUANTITÉS!
SPECIAUX EN VIGUEUR JUSQU'AU
SAMEDI 17 SEPTEMBRE 1983.
DANS LES SUPERMARCHÉS DU GRAND MONTRÉAL ET
SA BANLIEUE.
LES PHOTOS NE SERVENT QU'À IDENTIFIER LA MARQUE
DE COMMERCE DES PRODUITS ANNONCÉS ET LE TEXTE
PRÉVAUT EN TOUTES OCCASIONS.

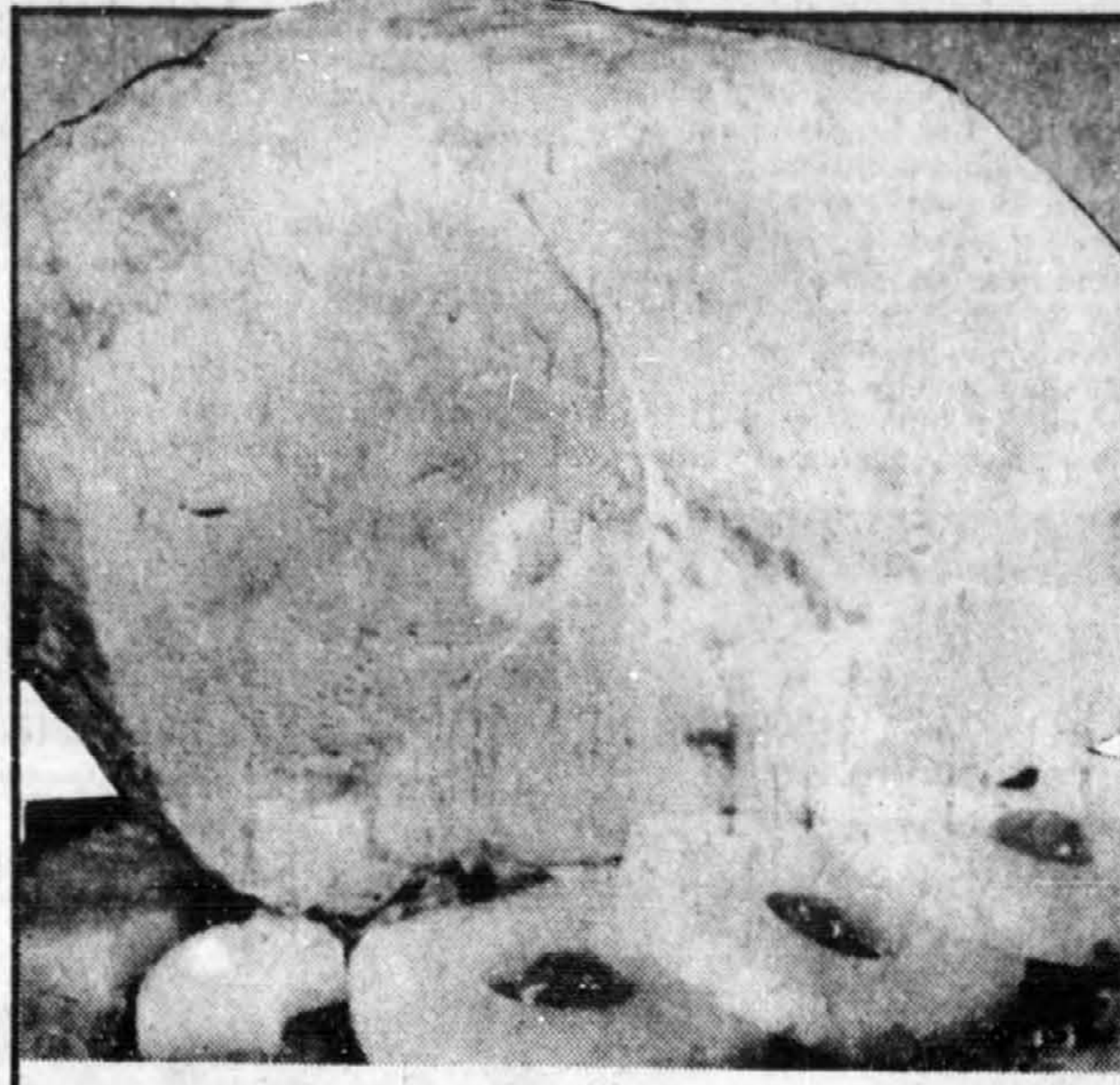
LES SUPERMARCHÉS
provigo



PÂTES ALIMENTAIRES
AU CHOIX
PRIMO

EMB CELLO
DE 900 g

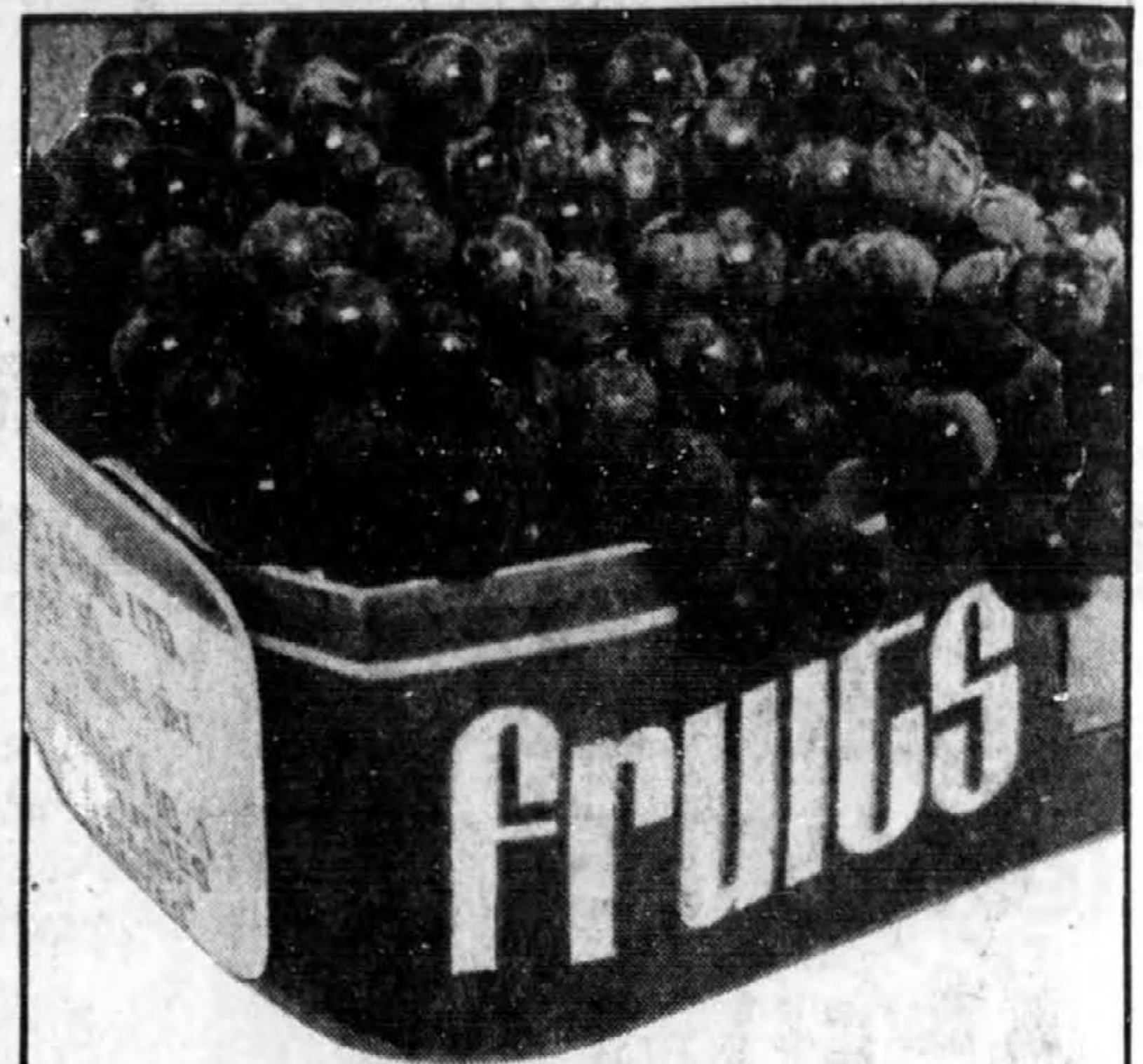
.85



JAMBON DANS LA FESSE
PRÊT-À-MANGER, UN BOUT OU L'AUTRE
MARQUE POPULAIRE

1 18
/lb

2 60
/kg



RAISIN BLEU
"CONCORDE", DE L'ONTARIO
CANADA NO 1

PANIER DE
2 PINTES

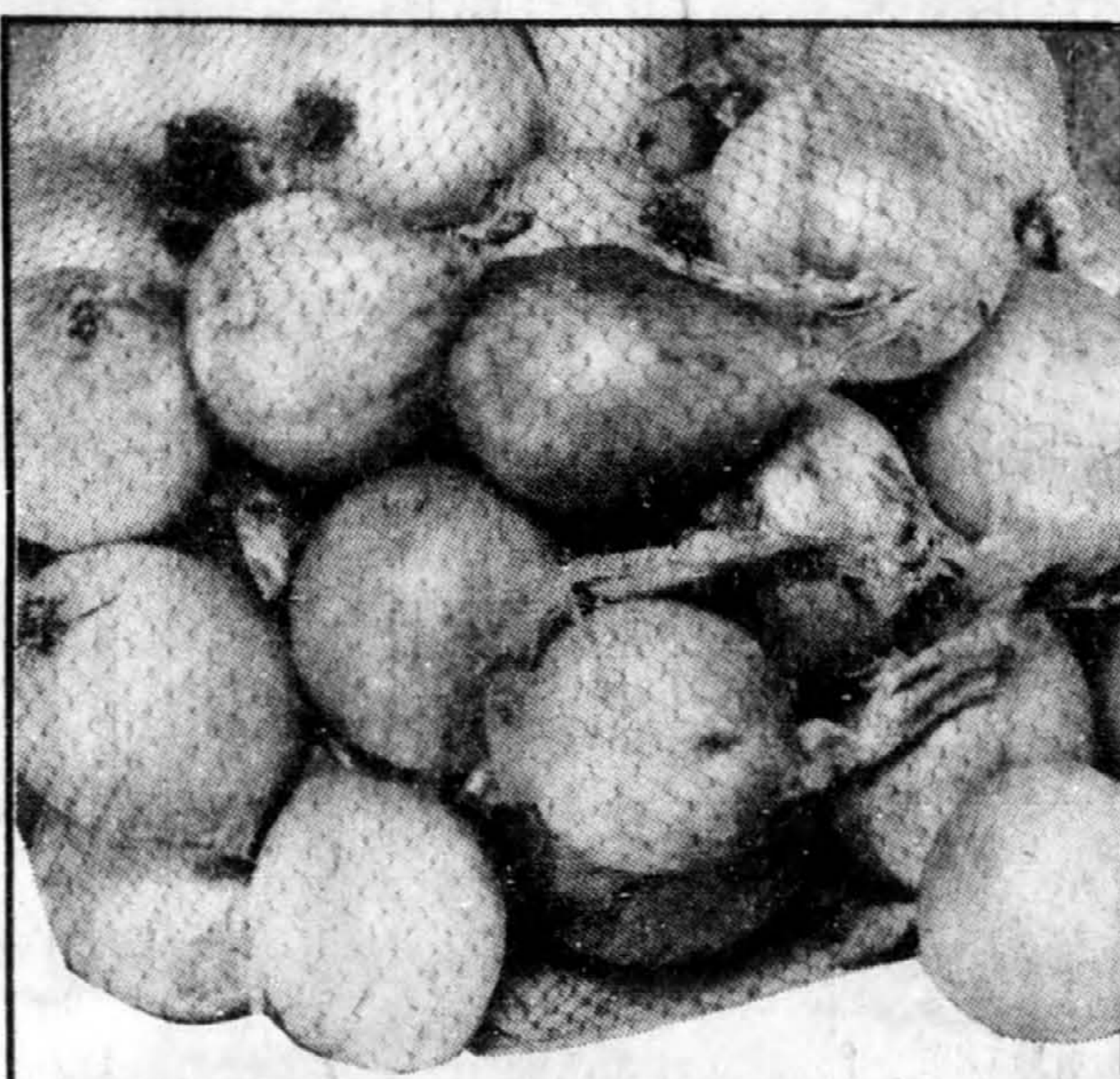
1 39



CAROTTES FRAÎCHES
PRODUIT DU QUÉBEC
CANADA NO 1

SAC CELLO
DE 5 LB

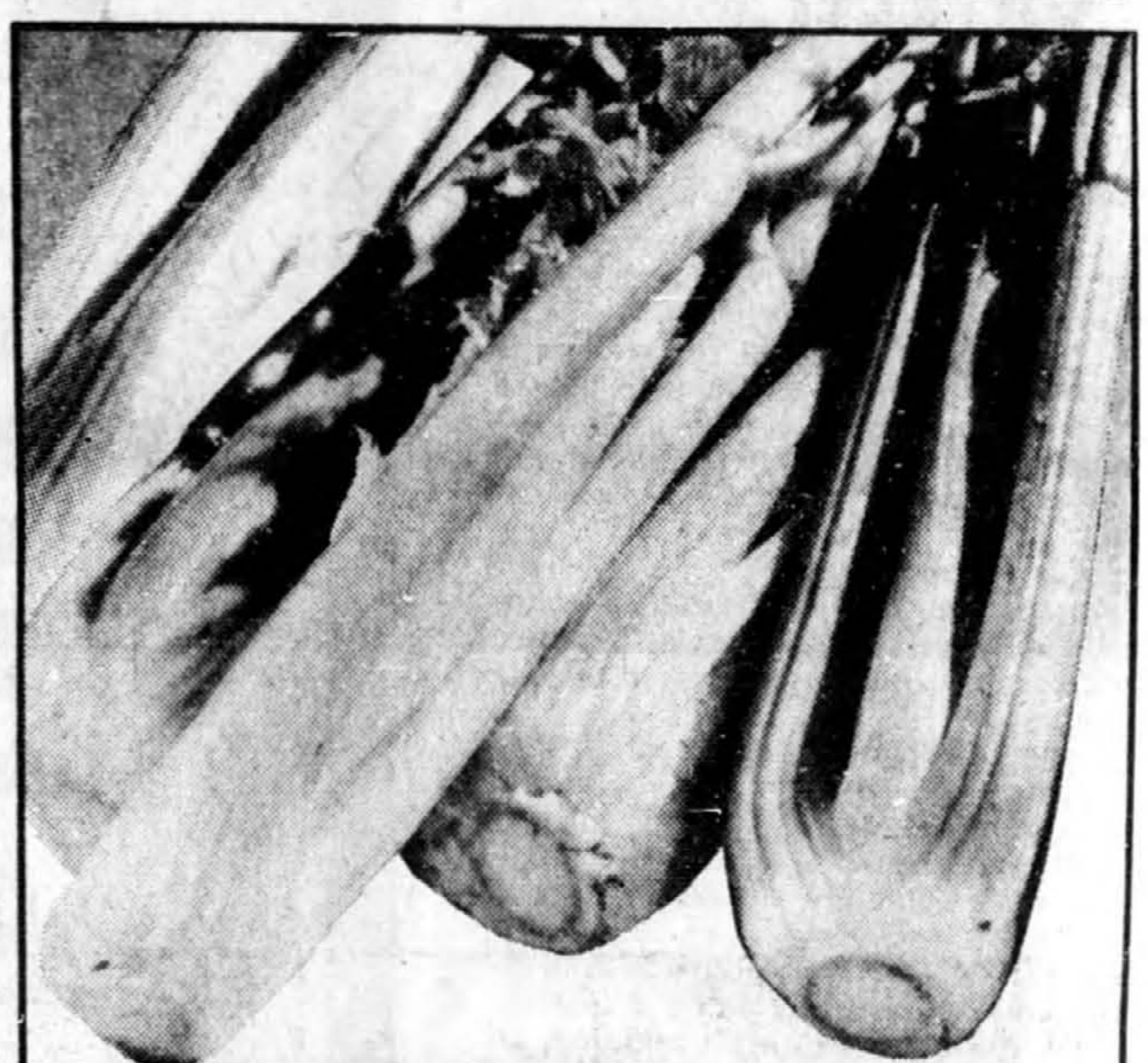
.69



OIGNONS MOYENS
PRODUIT DU QUÉBEC
CANADA NO 1

SAC CELLO
DE 5 LB

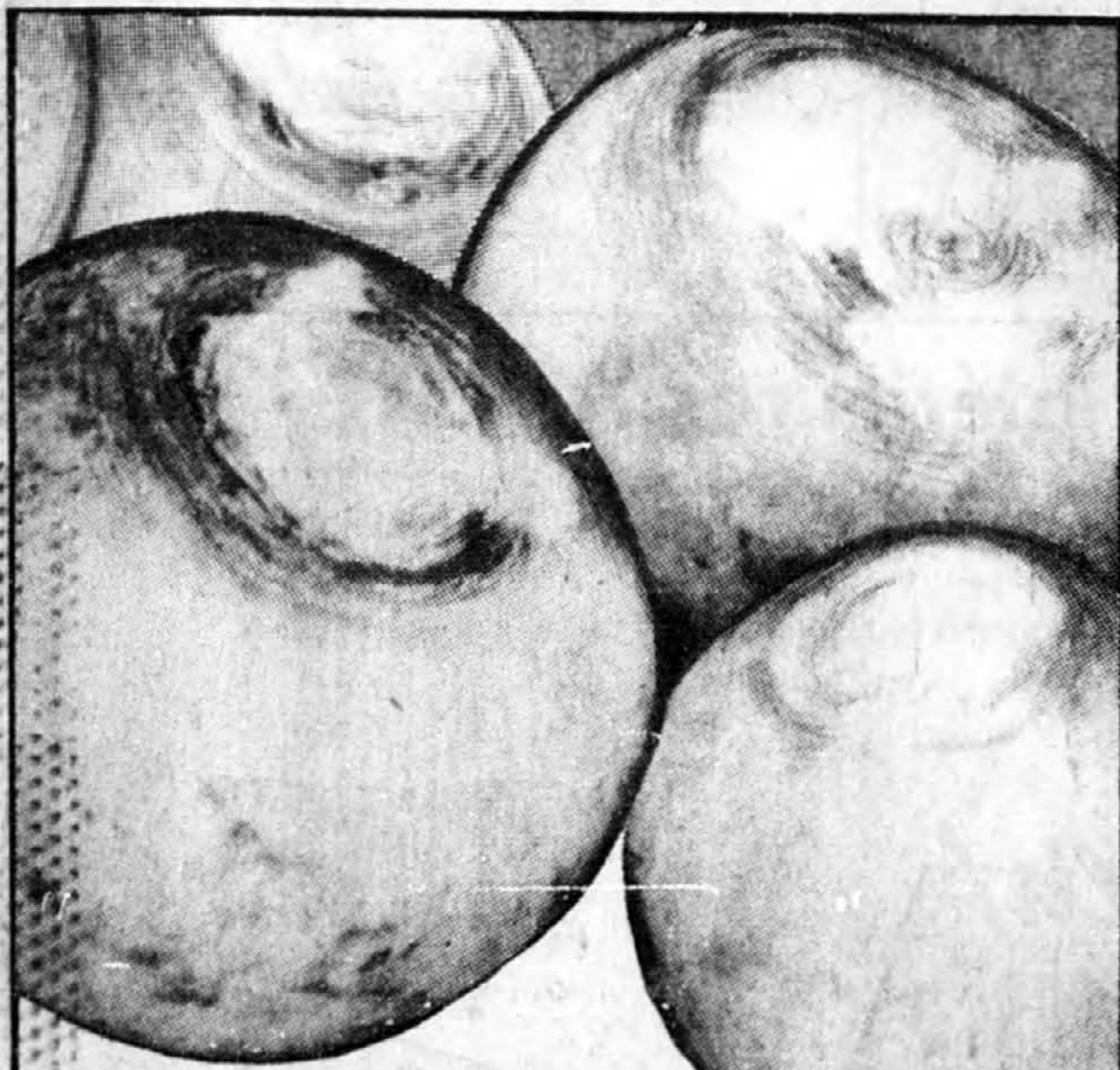
.89



CÉLERI PASCAL
DU QUÉBEC, CANADA NO 1
GROSSEUR 24

CHACUN

.49



RUTABAGAS
PRODUIT DU QUÉBEC
CANADA NO 1

.23
/lb

.51
/kg



AVOCATS
PRODUIT DES ÉTATS-UNIS,
GROSSEUR 32

CHACUN

.59



POMEGRANADE
PRODUIT DES ÉTATS-UNIS,
GROSSEUR 48

CHACUNE

.49

NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS! SPÉCIAUX EN VIGUEUR JUSQU'AU SAMEDI 17 SEPTEMBRE 1983, DANS LES SUPERMARCHÉS DU GRAND MONTRÉAL ET SA BANLIEUE. LES PHOTOS NE SERVENT QU'À IDENTIFIER LA MARQUE DE COMMERCE DES PRODUITS ANNONCÉS ET LE TEXTE PRÉVAUT EN TOUTES OCCASIONS.



LES SUPERMARCHÉS provigo



PÂTES ALIMENTAIRES AU CHOIX CATELLI

BTE DE 500 g

.75



SAUCE À SPAGHETTI À LA VIANDE OU CHAMPIGNONS CATELLI

BTE DE 398 mL

.99

CONSULTEZ NOTRE CAHIER PUBLICITAIRE POUR DE NOMBREUX AUTRES SPÉCIAUX.



LASAGNE ORDINAIRE, MINI OU CARRÉE CATELLI

BTE DE 500 g

1.29



NOUILLES À SOUPE PETITES COQUILLES, ANNEAUX OU VERMICELLE TOURNÉ, CATELLI

BTE DE 375 g

.79



FARINE TOUT USAGE BLANCHIE, NON BLANCHIE OU BLÉ ENTIER, FIVE ROSES

SAC DE 2,5 kg

2.29



SOUPES CHOIX DE SAVEURS HABITANT

BTE DE 796 mL

.89



POUDING LAURA SECORD (142 g) OU YOGOURT (125 g) CHOIX DE SAVEURS

EMB. DE 4

1.57



SAUCE HABITANT POUR SANDWICHS CHAUDS (540 mL) OU BAR-B-Q (398 mL)

2/

1.00



CONFITURE DE FRAISES OU FRAMBOISES AVEC PECTINE, HABITANT

BOCAL DE 500 mL

1.99



SIROP DE TABLE HABITANT

BOUT. DE 750 mL

1.99

McGovern de nouveau dans la course à la présidence

WASHINGTON (AFP) — L'ancien sénateur George McGovern, célèbre pour avoir connu en

1972 face au président Richard Nixon la pire défaite jamais subie par un candidat démocrate, a confirmé

hier qu'il se lançait à nouveau dans la course à la Maison Blanche. L'entrée en lice de

M. McGovern, prévue depuis longtemps, n'est pas considérée par les commentateurs politiques américains comme devant modifier sensiblement la lutte pour l'investiture du parti démocrate qui se dispute essentiellement entre l'ancien vice-président Walter Mondale et le sénateur John Glenn, le premier astronaute américain sur orbite spatiale.

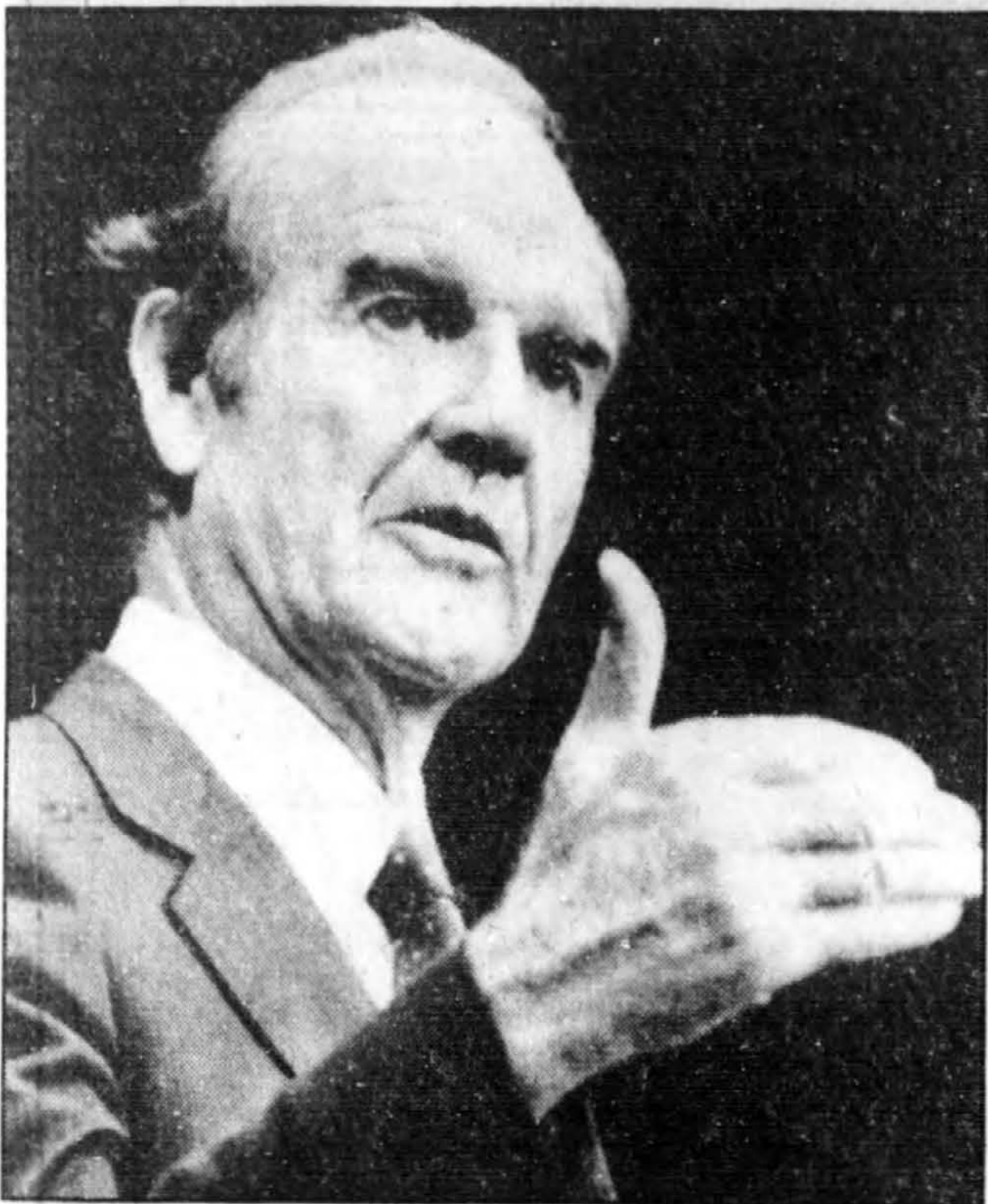
«Je ne sais pas si je peux gagner cette campagne, mais je sais que je vais essayer de tout mon cœur et de toute ma force», a-t-il dit modestement en reconnaissant que sa femme, Eleanor, l'avait prévenu qu'elle ne ferait pas campagne avec lui.

En confirmant sa candidature dans un discours prononcé à l'université George Washington, M. McGovern a repris la plupart des positions libérales qu'il avait vainement défendues en 1972 tant en politique étrangère que sur le plan économique et social.

«Je ne préconise pas le désarmement unilatéral, a-t-il dit. Mais je ne doute pas qu'en tant que président je pourrais parvenir avec les dirigeants russes à un accord réaliste qui mettrait fin à la course aux armements et réduirait les dépenses militaires en toute sûreté.»

Parmi les autres objectifs de «bon sens» que M. McGovern a assignés à sa nouvelle campagne figurent la coexistence pacifique avec l'Union soviétique, la fin des interventions des grandes puissances à l'étranger, la cessation immédiate de la guerre clandestine contre le Nicaragua et le rétablissement de relations normales avec Cuba.

Sur le plan intérieur, l'ancien sénateur a sévèrement critiqué la politique économique «injuste» du président Reagan et a repris les grands thèmes libéraux du développement des dépenses publiques pour l'éducation, la santé, le logement et les créations massives d'emplois.



George McGovern: réalisme et bon sens.

Haut fonctionnaire assassiné en Corse

BASTIA (AFP) — Un règlement de comptes à caractère politique pourrait être à l'origine de l'assassinat, hier, en Corse, d'un haut fonctionnaire, la victime ayant été récemment mise en cause par le mouvement indépendantiste corse après la disparition d'un militant nationaliste, estimait-on hier soir.

Cet attentat, qui n'avait toujours pas été revendiqué hier soir, revêt des allures d'exécution en règle, selon les enquêteurs. M. Pierre-Jean Massimi, 37 ans, secrétaire général du Conseil général du département de la Haute-Corse (le «parlement» départemental), a été abattu dans sa voiture vers 13 heures locales à la sortie de Bastia (principale ville

du nord de l'île) par deux tueurs. Ceux-ci ont tiré trois coups de feu, dont deux de face, à travers le pare-brise, avec une arme de très gros calibre, avant de prendre la fuite.

Rapidement condamné par le porte-parole du gouvernement français, cet attentat pourrait être lié à l'affaire Orsoni, du nom d'un jeune militant nationaliste corse enlevé le 17 juin et probablement assassiné.

Le Front de libération nationale de la Corse (FLNC, mouvement indépendantiste corse, dissous), avait mis en cause M. Massimi dans cette affaire.

Dans un communiqué du 4 juillet dernier, le FLNC avait notamment dénoncé

«les activités barbouzardes de Pierre-Jean Massimi» et ses «liens avec le milieu» sous le septennat du président Valéry Giscard d'Estaing. Le FLNC avait également dénoncé «l'existence d'un plan de liquidation de dirigeants nationalistes».

M. Pierre-Jean Massimi avait demandé à quitter ses fonctions et à regagner la France, a-t-on appris dans son village natal d'Asco.

Devant l'absence de revendication, deux hypothèses étaient avancées hier soir: l'assassinat de M. Massimi pourrait être une exécution ordonnée par la direction du FLNC, ou l'action de certaines personnes agissant pour leur propre compte dans le cadre de l'affaire Orsoni, soit par vengeance, soit pour couper les pistes.

L'URSS arrête un diplomate américain pour espionnage

MOSCOU (AFP) — Le vice-consul des Etats-Unis à Leningrad, M. Lon David Augustenborg, a «tenté de prendre la fuite et opposé une résistance aux agents du KGB» (sécurité d'état soviétique), lors de son arrestation dimanche pour «espionnage», a affirmé hier soir la télévision soviétique.

Le département d'Etat américain avait protesté lundi à Washington contre «les sévices physiques» dont le vice-consul avait fait l'objet, rappelle-t-on.

La télévision a consacré cinq minutes de son principal bulletin d'informations à l'arrestation du diplomate américain et de sa femme Denise. Elle a présenté des photos de l'endroit où le couple a été «surpris en flagrant délit d'espionnage», alors que Mme Augustenborg «venait de prendre possession d'un conteneur rempli de documents secrets».

Selon la télévision, cet endroit se trouve au 10ème km de la route menant de Leningrad à Zelendgorsk où se trouve la «datcha» (maison de campagne) du consulat des Etats-Unis.

La télévision a également montré une photo de la couverture dont la femme du diplomate se serait servie pour envelopper le conteneur. Selon la Pravda de mardi, ce dernier était un bocal en verre entouré de chiffons.

Pour le commentateur de la télévision, M. Augustenborg a agi conformément à «un scénario élaboré par l'état-major de la CIA à Washington». Il a appuyé son affirmation par des clichés montrant «les instructions» que le diplomate aurait reçues de la CIA.

Les téléspectateurs ont ainsi pu voir des schémas de l'endroit où se trouvait le conteneur, du «matériel d'espionnage», tels que grilles de codage, mais aussi des «comprimés destinés à révéler les messages écrits à l'encre sympathique».

Le diplomate a également, selon la télévision, été trouvé en possession d'un questionnaire destiné à un «agent» non identifié. Celui-ci devait notamment dresser une liste de ses connaissances et des informations qu'elles seraient susceptibles de fournir, et communiquer «les noms et fonctions de ses collègues et la disposition de leurs bureaux».

La Pravda avait affirmé que des «informations secrètes» devaient être livrées aux Augustenborg par un «ressortissant soviétique».

Toutes ces données auraient dû être acheminées aux Etats-Unis par voie postale sous l'apparence de lettres anodines de touristes étrangers en visite en URSS, mais «dissimulant en fait au verso des messages codés», a dit la télévision.

RAYMOND LÉPINE

À VOTRE SERVICE DEPUIS 1957

FERMÉ TOUS LES LUNDIS

HEURES D'AFFAIRES:
 Mardi de 8 h 30 à 17 h 30
 Mercredi de 8 h 30 à 17 h 30
 Jeudi de 8 h 30 à 21 h 00
 Vendredi de 8 h 30 à 21 h 00
 Samedi de 8 h 30 à 16 h 30

SPÉCIAUX EN VIGUEUR du 14 au 17 septembre 83

EVIER ACIER INOXYDABLE STEEL QUEEN
 Modèle ODL 203 - 20 1/2" x 31"
 3 ou 4 trous - 2 crépines inclus
SPÉCIAL LÉPINE 87⁴²

ROBINET D'ÉVIER Valley 8"
 Modèle L-103 chromé
SPÉCIAL LÉPINE 37³⁵

EVIER ACIER INOXYDABLE STEEL QUEEN
 Modèle QL 202
 20" x 20 1/2"
 3 ou 4 trous
 1 crépine inclus
SPÉCIAL LÉPINE 48⁹⁶

TUYAU EN CUIVRE

Longueurs Rouleaux
 1/2" x 12' Type M **5,10**
 1/2" x 12' Type L **7,50**
 1/2" x 60' Type L **39,00**

BROYEUR A DÉCHET
 Modèle Classic
 Moteur 1.2 C.V. acier inoxydable.
 5 ans de garantie sur les pièces et main-d'œuvre.
PRIX LÉPINE 231⁸⁹

CHAUFFE-EAU ÉLECTRIQUE
 Doubé en verre
 Fabrication canadienne
 Approuvé par ACNOR

40 gallons 48"x22" 2/3000/240 **126⁹⁵**
 60 gallons 58"x24" 2/4500/240 **177⁹⁵**
 1 an de garantie sur éléments
 5 ans de garantie sur réservoir

ENCLOS DE BAIGNOIRE
 Modèle Champion 6230-11

Fini chrome poli
 2 vitres
 59 1/2" x 58 7/8"
SPÉCIAL LÉPINE 94⁹⁵

LAVABO MURAL PORCELAINE
 Blanc troué 4"
 Robinet non inclus

13" x 16" **31⁷⁵**
 17" x 19" **30²⁹**

TOILETTE WALTEC
 Modèle 101
 Réservoir isolé (Siège non inclus)

Couleurs Blanc, os, antique, gris platine
SPÉCIAL LÉPINE BLANC 74,50
COULEURS 94,50

PHARMACIE ENCASTRÉE
 Modèle Riviera 4042-1
 Blanc antique
 26 1/2" x 22 1/4"
 Ouverture dans le mur 22 1/4" x 17 1/4" x 4"

RIVIERA **SPÉCIAL LÉPINE 51⁷⁹**

ENSEMBLE 3 MORCEAUX EVIER DE BAR "AQUA 10"
 En ABS complet avec crépine et robinet

COULEURS Brun, jaune, rouge, sequoia, amande
SPÉCIAL LÉPINE 41⁷⁵

SIÈGE DE TOILETTE

Modèle 93 Olsonite
 Blanc et couleurs
SPÉCIAL LÉPINE 5⁹⁵

8755, BOUL. LANGELIER ST-LÉONARD
 (Au nord du boul. Métropolitain)
326-2060

VISA

MasterCard

8100, BOUL. TASCHEREAU BROSSARD
 (À l'ouest du pont Champlain)
465-4771

la Baie

Faites vos exercices en beauté, avec ces tenues Phantom à 20% de rabais!

A. Collants à sous-pied.
 Rose ballet, blanc, noir, gris ou bordeaux. Tailles P.M.G.T.G. Modèle 1410. La Baie, ord. 7.50

5⁹⁹ ch.

B. Léotard à manches longues. Noir, fuchsia ou jade. Tailles P.M.G.T.G. Modèle 92. La Baie, ord. 11.00

8⁷⁹ ch.

C. Léotard à manches courtes. Noir, marine, rouge, jade ou turquoise. Tailles P.M.G.T.G. Modèle 93. La Baie, ord. 10.00

7⁹⁹ ch.

D. Collants opaques. Bleu roi, blanc, bordeaux, rose ballet, noir ou jade. Tailles P.M.G.T.G. Modèle 1500. La Baie, ord. 5.50

4³⁹ ch.

Commandes téléphoniques: 842-6261.
 Bas et collants fins, rayon 225.
 En vigueur jusqu'au 21 septembre.
 Pas à Chicoutimi.

Bref de saisie contre l'équipage

■ QUEBEC (PC) — Les aventures en sol canadien des 20 membres d'équipage du «Sea Shepherd II» ne sont pas terminées.

En effet, deux huissiers se sont présentés hier, au Palais de Justice de Québec, pour leur signifier un bref de saisie avant jugement des \$50 000 qu'ils avaient dû verser en guise de caution, lors de leur comparution, au Palais de Justice de Percé, le 31 mars dernier.

De cette somme, \$10 000 ont été versés par le capitaine du navire, Paul Watson.

Ce bref a été demandé par l'avocat qui les avait représentés au début des procédures, Me Gilles Paul et ce, pour non-paiement de ses honoraires.

Rappelons d'autre part, que le ministère des Pêches et Océans a fait signifier, le 27 juin, au capitaine Watson, les documents visant la saisie du «Sea Shepherd II» et ce, en vertu de la Loi sur les pêcheries.

La preuve est close contre les écologistes du Sea Shepherd

■ QUEBEC (PC) — La preuve a été déclarée généralement close, hier, dans la cause des 20 écologistes du Sea Shepherd II, relativement à leurs activités dans le Golfe Saint-Laurent, en mars dernier, lors de la période annuelle de la chasse aux phoques.

La cause, qui a débuté le 13 juin, à Percé, a été complétée à Québec, par l'audition de deux témoins de la poursuite : le capitaine du brise-glace John A. Macdonald, de la Garde-côtière, ainsi qu'un pilote d'hélicoptère des Forces armées canadiennes.

Ces témoignages portaient principalement sur les accusations portées au criminel contre le capitaine du navire-protestataire, Paul Franklin Watson, 32 ans, de Vancouver, et de son ingénieur, Paul Pezwick, 30 ans, du Massachusetts.

On en retient que le 25 mars le Sea Shepherd II, tous feux éteints, s'est dirigé vers le Chester, un phoque basé à Halifax. Le John A. Macdonald s'est toutefois interposé entre les deux navi-

res et le Sea-Shepherd devait changer de cap, cette fois en direction de deux autres phoquiers des Îles-de-la-Madeleine, le Marie-Hélène et le Sadi-Charles, qu'il aurait approchés à une distance de dix pieds.

Arrestations

Le Sea Shepherd aurait également effectué des mouvements circulaires afin d'empêcher un hélicoptère des forces armées, à bord duquel prenaient place des membres de la GRC, d'atterrir sur le pont.

Le 27 mars, des agents de la GRC ont mis en état d'arrestation 17 membres d'équipage. Les quatre autres, dont le capitaine Watson et l'ingénieur Pezwick, avaient quitté le bord au cours de la nuit ; ils ont gagné la côte de la Nouvelle-Écosse par une marche forcée de 7 à 8 milles sur les glaces. Ils devaient cependant être mis en état d'arrestation, lorsqu'ils ont mis le pied sur la terre ferme.

Au départ, l'équipage se composait de 15 Américains, quatre Canadiens, un Australien et un

Français. L'un d'eux, le journaliste-pigiste américain Lynn Winterdale Franklin est décédé depuis dans un accident d'avion.

Tous les membres de l'équipage font face à une accusation en vertu de la loi sur la protection des phoques, à savoir de s'être trouvés dans une zone de chasse et à trois accusations d'intimidation.

Le capitaine et son ingénieur font de plus face à une accusation de conspiration en vue de commettre un méfait et à deux accusations de méfait. Enfin, le capitaine Watson a à répondre à une accusation de conduite dangereuse d'un navire.

La preuve est donc close et le procès a été ajourné à demain, pour les plaidoiries.

La poursuite est représentée dans ce dossier par Me Jean-Paul Decoste et Me Gilles Fournier, tandis que les accusés sont représentés par Me Jean-Claude Hébert et Me Ronald Picard. Le procès est présidé par le juge Yvon Mercier, de la Cour provinciale.

La guerre des prix, un signe des temps

■ TORONTO (PC) — La société Imperial Oil a signalé plus tôt cette semaine, que « les guerres de prix dans la vente de l'essence au détail (...) constituent la preuve évidente de la concurrence extrêmement forte qui y existe ».

Le mémoire d'Imperial Oil a été soumis à la Commission des pratiques commerciales restrictives, au cours d'une audience à Ottawa, mais des copies ont été distribuées à Toronto.

Depuis deux ans déjà, la commission fait enquête sur des accusations voulant que des compagnies comme Imperial, Shell, Gulf et Texaco aient limité la concurrence, entre 1958 et 1973, fraudant ainsi les Canadiens de milliards de dollars.

Imperial a rappelé, au contraire, que les guerres de prix sont causées par le fait qu'il est relativement facile aux nouveaux concurrents de se lancer dans le commerce de la vente de l'essence.

Selon Imperial, aucune compagnie n'a dominé le marché de la vente de l'essence au détail au cours des 15 années en question.

Le marché d'Imperial, qui est plus du cinquième actuellement, n'a jamais dépassé 36 p. cent dans aucune des régions du pays.

De plus, la part du marché des Quatre Grands a baissé au cours de la période de 15 ans, au moment de l'arrivée de nombreux indépendants.

« Au cours des années 50 et 60, les bénéfices d'Imperial et des autres compagnies pétrolières importantes n'ont pas été plus élevés que ceux des autres compagnies non-pétrolières.

« Cette situation s'est continuée dans les années 70 et au début des années 80, alors que les bénéfices des compagnies pétrolières ont été semblables à ceux des autres industries et inférieurs à tout niveau pouvant être considéré comme monopolistique. »

Idées d'Hélène Danis Le Chasseur
Chef de la promotion-mode
La Baie, région du Québec

Objectif... mode!

Les nouveaux tricots: chic-minute pour femme active

Vous menez une vie riche et trépidante, vous n'avez pas une minute de trop à consacrer à votre apparence? Alors optez pour le chic, tout charme et chaleur, du tricot version automne 83!

Le pull simplifie grandement votre existence: facile à enfiler, confortable à porter... et se prêtant aussi bien, selon les modèles, aux sorties en ville qu'aux activités de la journée.

Pour être sûre de vous choisir un pull à la mode, recherchez:

- l'angora, fibre-vedette de la saison, moelleux et opulent... souvent marié aux fibres de soie ou de laine d'agneau
- les incrustations-fantaisie de perles, paillettes ou rubans satinés
- les manches chauve-souris
- les détails mode à l'encolure: boutons, décolleté au dos, encolure bateau, col asymétrique ou cagoule
- les formes géométriques de couleurs contrastantes

Vous retrouverez ces tendances nouvelles dans la vaste sélection de pulls que vous propose la Baie. Entre autres, les superbes créations de Rino Rossi, Adrienne Vittadini, Tamra, Outlander et Alberroy pour Elysée Soiries. (Voyez les photos pour un petit aperçu).

Et n'hésitez pas! Le pull se porte à votre façon, tel quel et sans détours ou rehaussé d'accessoires. Bijoux classiques pour une allure distinguée, jeu des "superposés" pour un douillet effet sport... sans oublier les indispensables accessoires en tricot tels foulards, gants, cagoules, et chapeaux, qui vous permettront de créer vos propres variations!

P.S. Un défilé de mode sport Esprit et Nic... pour vous mettre en air d'automne! Les jeudi 22 et vendredi 23 septembre à 19 h, et le samedi 24 septembre à 14 h. À notre Boutique Jeunesse, 2^e étage, centre-ville Montréal.

la Baie



la Baie

Moelleux pull à col cagoule et débardeur en angora de poils de lapin/nylon de Tamra. Le pull est offert en blanc cassé, ton argent, rouge, bleu ou noir. \$68. Le débardeur est offert en blanc cassé, rouge ou noir. \$58. Petit, moyen ou grand.

Pull Rino Rossi à losanges en laine d'agneau/angora de poils de lapin/nylon. Crème/rouge. Petit, moyen ou grand. \$70.



Quand le pull se fait douceur

Comme vous l'avez probablement remarqué, le mariage des textures est en vedette cette saison. Les pulls ci-contre illustrent bien cette tendance mode. Combinant angora et autres soyeuses fibres, ils vous charmeront en douceur... irrésistiblement. D'autres modèles vous attendent à la Baie.



Pull à encolure cagoule de notre Boutique Jeunesse en laine d'agneau/angora de poils de lapin/nylon. Petit, moyen ou grand. \$35.

Pull à encolure bateau de Tamra en angora de poils de lapin/nylon. Offert en blanc cassé, ton argent, bleu ou noir. Petit, moyen ou grand. \$68.

Achats en magasin seulement. Les pulls illustrés sont disponibles dans certaines succursales mais les commandes sont acceptées au magasin la Baie le plus près de chez vous. Chandails pour dames, rayon 147 et Boutique Jeunesse, rayon 163.

Le marché des logiciels à l'école mis en péril ?

■ ARLINGTON, Virginia (D'après AP) — Les fabricants de logiciels ont signalé hier aux éducateurs que « piratent » leurs produits ou qui approuvent les étudiants « copieurs » qu'ils transgressent ainsi la loi et qu'ils risquent de mettre en péril le marché des logiciels scolaires.

Les dirigeants scolaires et les patrons de l'industrie de logiciels sont tombés d'accord, lors d'une conférence co-commanditée par l'Institut national de l'Éducation, pour dire que les professeurs donnent un bien mauvais exemple lorsqu'ils transgressent les lois du copyright, lesquelles défendent la reproduction non-autorisée des logiciels emmagasinés sur disques et sur rubans.

« Non seulement les jeunes copient-ils, mais ils voient leurs professeurs copier », a déclaré M. Richard Pollak, directeur des projets spéciaux au sein du Minnesota Educational Computing Consortium, un organisme qui veut promouvoir l'usage des ordinateurs dans les écoles du Minnesota. « Nous voyons même des jeunes s'échanger des disques de logiciels comme s'il s'agissait de cartes de baseball. »

Si les pratiques actuelles se poursuivent, ont indiqué les dirigeants d'entreprises, la demande pour les logiciels scolaires, déjà limitée à l'heure actuelle, pourrait être réduite à néant.

« Les compagnies manifestent plus d'intérêt pour le marché personnel, à domicile », a indiqué M. Bodie Marx, un dirigeant de la compagnie Milliken qui vend du matériel didactique et des logiciels. « Les écoles sont très à même de renflouer ces compagnies », a-t-il ajouté.

Vers un système logiciel européen

■ MUNICH (Reuter) — Les principales sociétés d'informatique européennes vont tenter de développer un système logiciel commun de programmes et de données compatibles avec les divers types d'ordinateurs, a déclaré hier le groupe ouest-allemand Siemens.

Ce système d'échange d'informations, baptisé « Esprit », devra permettre, dans trois ans, aux instituts de recherches d'échanger les données et les informations quel que soit leur système électronique.

La Communauté économique européenne (CEE) a alloué au projet trois millions de dollars. Trois autres millions ont été versés par le consortium européen.

Ce dernier comprend Siemens, CII-Honeywell-Bull et l'Institut national de recherche en informatique appliquée (INRIA) pour la France, Olivetti pour l'Italie et le groupe britannique ICL.

Des experts du centre de mathématiques d'Amsterdam, de l'Université de Dublin et de l'Université britannique de York travailleront également sur le projet.

«Effort modeste» de la part de Québec

■ QUÉBEC (PC) — Le gouvernement québécois, qui veut implanter 43.000 micro-ordinateurs dans les écoles d'ici cinq ans, ne fera qu'un « effort modeste » à ce chapitre en 1983-84, a expliqué hier le ministre de la Science et de la Technologie, Gilbert Paquette.

On prévoit pour septembre 1983 que seulement 1.500 nouveaux ordinateurs s'ajouteront aux quelque 2.000 déjà en place, a indiqué M. Paquette. Ils serviront surtout pour les cours d'initiation à l'informatique destinés aux étudiants de la fin du cycle secondaire.

C'est seulement à compter de septembre 1984 qu'on évalue à 9.000 par année le nombre de micro-ordinateurs qui seront implantés dans les écoles québécoises, a précisé le ministre.

Des appels d'offres ont déjà été lancés et les compagnies intéressées à soumettre leur nom pour obtenir les contrats d'implantation des micro-ordinateurs ont jusqu'au mois d'octobre pour s'exécuter, a ajouté M. Paquette.

La décision finale du gouvernement pour le choix de la compagnie qui héritera du contrat sera connue avant la fin de 1983.

L'échéancier de ce projet prévoit également pour l'année scolaire 1983-84 un cours de perfectionnement en informatique pour les professeurs.

La popularité de ce secteur de pointe est très grande, a poursuivi M. Paquette. On attendait 6.000 étudiants du secondaire cette année mais on a reçu 18.000 inscriptions.

L'administration du dossier est sous la responsabilité d'un comité spécial interministériel regroupant le ministère de la Science et de la Technologie, le ministère de l'Éducation et celui de l'Industrie et du Commerce.

Priorités réclamées

■ QUÉBEC (PC) — Le recteur de l'université Laval, M. Jean-Guy Paquet, a lancé hier un nouvel appel au ministère de l'Éducation, l'invitant à adopter des règles de financement « stables et cohérentes avec ses énoncés de politiques sur les universités ».

Dans une allocution prononcée à l'occasion de la rentrée, M. Paquet a affirmé que les universités avaient besoin de règles de financement qui, entre autres, reconnaîtront dans les faits la priorité que le ministère de l'Éducation dit vouloir accorder au développement des études de 2e et 3e cycles et de la recherche.

Selon M. Paquet, les règles actuelles ne tiennent compte que d'un seul aspect de la politique énoncée en février dernier par le ministre, celui de l'accessibilité au niveau du 1er cycle des études universitaires.

« Pendant qu'il prône une politique de développement des universités centrée sur les études avancées et la recherche, il affiche des couleurs contraires dans ses règles de financement », a-t-il soutenu.

Ces règles, estime-t-il, ne font qu'encourager la « chasse à la clientèle » dans les universités tout en décourageant les initiatives de concertation.

Hausse des taxes à prévoir à Longueuil

■ Une hausse des taxes municipales est à prévoir, à Longueuil, en 1984. C'est ce qu'a laissé entendre, hier, le

GERMAIN TARDIF

maire Jacques Finet, au cours d'une allocution devant les membres de la Chambre de commerce de la Rive sud.

Lors d'une conversation subséquente avec LA PRESSE, le maire a précisé qu'il s'agirait d'une augmentation minimale qui ne dépasserait pas les 5 p. cent. Il a expliqué que cette hausse est, en majeure partie, due aux dépenses encourues par la Ville au chapitre de l'approvisionnement en eau potable et aux augmentations des salaires consenties aux employés municipaux dans les conventions collectives déjà conclues ou qui seront signées bientôt.

Dans sa causerie, M. Finet a déclaré que la préparation du budget 1984 « nous obligera, je le crains, à demander un effort additionnel à tous les contribuables ».

« Deux paramètres nous guideront, cependant, pour cet exercice, a-t-il ajouté: la nécessité de gé-

rer dans un contexte d'austérité stricte et la contrainte que nous nous imposons de limiter l'augmentation du fardeau fiscal en deçà des normes suggérées par le gouvernement fédéral. Nous n'avons pas l'intention de nous garotter dans des dépenses extravagantes. »

Le maire de Longueuil a, d'autre part fait état des priorités de l'administration municipale pour 1984.

En tête de liste se trouve le développement économique planifié de la ville, entre autres la rentabilisation des terrains acquis, au cours de la dernière décennie, principalement pour la base de plein air et le projet *Collectivité nouvelle*.

« Ces acquisitions, a-t-il dit, ont coûté quelque \$10 millions à la ville et qui n'ont, jusqu'ici, produit aucun rendement. »

Les trois autres objectifs principaux sont:

■ l'élaboration d'une stratégie de communication visant à mieux informer les citoyens et à les rendre plus conscients des qualités de Longueuil;

■ l'implantation de programmes de motivation de personnel pour obtenir une productivité accrue et une plus grande efficacité des services;

■ l'amorce de travaux de correction pour résoudre le problème des refolements d'égout que subissent encore des citoyens de certains secteurs.

Sur ce dernier point, le maire a fait savoir que les études relatives au réseau d'égout sont pratiquement terminées et que les travaux devraient débuter dès les printemps prochains.

À L'OCCASION DES PROCHAINES ÉLECTIONS DANS LES BASSES-LAURENTIDES

Vive lutte en perspective à Mascouche et à Mirabel

■ Dans les Basses-Laurentides, c'est à Mirabel et à Mascouche que les prochaines élections municipales, le premier dimanche de novembre, risquent de faire le plus de bruit. La Ville de Mirabel pourrait se voir plongée en plein dilemme juridique si un de ses fonctionnaires se lance en politique, comme on s'y attend; à Mascouche, le suspense dure car on se demande encore si le maire sortant sera sur les rangs.

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

À Mirabel, il est fortement rumeur que Luc Saint-Jean, le directeur du Service des Loisirs de cette municipalité, décide de se porter candidat à la mairie. Selon les informations obtenues, M. Saint-Jean fera connaître ses intentions dans quelques jours.

Si jamais il décide de tenter sa chance sur la scène politi-

que, les autorités municipales seront plongées dans un véritable dilemme: selon la Loi des cités et villes, un fonctionnaire n'a pas le droit de faire de la politique. Par contre, la nouvelle législation sur les élections oblige un employeur à donner un congé sans solde à tout employé qui désire briguer les suffrages. Ce congé doit couvrir d'abord la durée de la campagne électorale, puis, si le candidat est élu, tout le temps de son mandat.

Présentement, seulement Charles Léonard a officiellement annoncé qu'il serait candidat au poste de maire. M. Léonard dirige la Ville; il a été nommé peu de temps après le décès du maire Jean Lorrain.

Depuis la nomination de M. Léonard comme maire, le conseil municipal compte sept conseillers. Trois appuient M. Léonard, trois autres se cherchent un candidat à la mairie qui pourrait être

l'un d'eux, Jean Paiement (sans lien de parenté avec l'ex-maire de Laval). Le septième, Jean-Claude Laurin, qui a déjà songé à se présenter comme indépendant à la mairie, annoncera très probablement demain qu'il joint les rangs de l'équipe de M. Léonard.

« Ces acquisitions, a-t-il dit, ont coûté quelque \$10 millions à la ville et qui n'ont, jusqu'ici, produit aucun rendement. »

Vive lutte en perspective

Par contre, un groupe de citoyens tenterait présentement de convaincre Guy Paiement, le frère du Dr Lucien

Paiement, de se porter candidat à la mairie.

À la suite d'une modification de la loi, les électeurs de Mirabel devront dans quelques semaines se choisir neuf conseillers au lieu de huit, en plus d'un maire.

À plusieurs milles à l'est, à Mascouche, personne ne sait encore si le maire Gilles Forest tentera de se faire réélire lors des élections du 6 novembre. Le principal intéressé affirme que sa décision n'est pas

encore prise. « Franchement, dit-il, je ne le sais pas encore. Je vais être fixé dans deux semaines environ. »

Un seul candidat à la mairie de cette ville, qui a fait parler d'elle très souvent ces derniers temps, est connu actuellement: il s'agit M. Henri Krynski qui occupe un siège au conseil municipal depuis quelques mois. Il a été élu lors d'une élection partielle. M. Krynski est un adversaire acharné de M. Forest.



FORMIDABLE!



A



B



C

Nos Jordache? Chauds, élégants et pas chers... Parfaits, quoi!

Mesdames, préparez-vous un hiver tout en beauté et en confort avec un de ces magnifiques manteaux Jordache... à prix abordable! Venez à la Baie faire votre choix entre ces trois élégants modèles, offerts dans les tailles 6 à 16. (Pas toutes les couleurs ni toutes les tailles dans tous les magasins).

A. Manteau en popeline. 65% polyester/35% coton. Doublure à carreaux, en polyester/acrylique/laine/autres fibres. Fermeture à boutons-pression. Tons beige, rose ou bleu acier.

B. Manteau avec plis avant et amère. 85% laine/15% nylon. Doublure de rayonne aspect satin; boutonnage sous patte. Tons marine, gris ou ivoire.

C. Manteau genre trench-coat. 85% laine/15% nylon. Doublure de rayonne aspect satin; boutonnage sous patte. Tons prune, noir ou ivoire.

120⁰⁰ ch.

Achats en magasin seulement. Manteaux pour dames, rayon 191.



Centre-ville Montréal, lun. à mer., 10h à 18h; jeu. et ven., 10h à 21h; sam., 9h à 17h
Succursales, lun. à mer., 9h30 à 18h; jeu. et ven., 9h30 à 21h; sam., 9h à 17h

Centre-ville Montréal 281-4422 • Boulevard 728-4571 • Dorval 631-6741 • Centre Rockland 739-5521
Centre Laval 688-8970 • Place Versailles 354-8470 • Place Verdu 332-4550 • Promenade St-Bruno 653-4455